

Clôture du Sommet sur le climat – Fonds vert, ACSA : un engagement de la France peu clair en deçà des attentes de la société civile

Paris, le 25 septembre 2014. – A 15 mois de la Conférence de Paris de 2015, le Sommet sur le climat de New York qui réunissait 120 chefs d’Etat et de gouvernement, s’est conclu le 23 septembre. Malgré les annonces de François Hollande, Coordination SUD déplore le manque d’ambition de la France et attend une clarification de ses engagements.

Rendez-vous capital de négociation pour inverser les effets du changement climatique, le Sommet de New York était un rendez-vous attendu, non seulement par les organisations de la société civile mais aussi par les chefs d’Etat et de gouvernement, qui ont se sont saisis de cette occasion pour faire des déclarations importantes.

Ainsi, parmi plusieurs annonces, le président Hollande a promis le versement d’un milliard de dollars – et non d’euros - pour abonder le **Fonds vert pour le climat**. Les ONG françaises reconnaissent l’effort consenti, qui intervient alors que le fonds, qui devait mobiliser 100 milliards de dollars par an d’ici 2020, manque cruellement de moyens. Cependant, cette contribution apparaît aujourd’hui peu claire et transparente. Coordination SUD demande à ce que soit précisé le calendrier de tenue de cet engagement. Les ONG françaises seront, en effet, vigilantes sur la réelle additionnalité des fonds et leur nature. « Le recyclage de moyens déjà prévus, sous la forme de prêts plutôt que de dons, viderait cet engagement de son sens », nuance Jean-Louis Vielajus, président de Coordination SUD.

En outre, François Hollande a confirmé le choix de la France d’adhérer à l’**Alliance pour une « agriculture intelligente face au climat »** (Global Alliance for Climate-Smart Agriculture). Cette décision est regrettable, alors même qu’une large majorité d’organisations au sein de la société civile mettait en garde les chefs d’Etats. « Le choix de la France de s’y impliquer pour infléchir ses orientations de l’intérieur est une stratégie hasardeuse, qui revient à cautionner l’initiative, alors que de nombreux garde-fous ne sont pas réunis¹ », souligne Vanessa Laubin, chargée de projets au Geres et cheffe de file de la commission Climat et développement de Coordination SUD. Les ONG françaises veilleront à l’exemplarité des positions de la France au sein de cette alliance.

Au final, au-delà des annonces du 23 septembre, Coordination SUD demande à François Hollande de clarifier les engagements pris et les choix de la France quant au modèle agricole à défendre pour lutter efficacement contre le changement climatique, assurer un développement durable et équitable bénéficiant aux populations les plus vulnérables, et contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de celles-ci.

L’absence d’engagements clairs en la matière reviendrait à envoyer un mauvais signal, à l’ensemble de la société civile et aux populations du Sud, alors que la France présidera la COP fin 2015.

Contact presse :

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org

Tél : 01 44 72 03 78

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd’hui 148 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination Humanitaire Développement, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d’urgence, d’aide au développement, de protection de l’environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d’éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

¹ Les Notes de la C2A et de la CCD : « [Global Alliance for climate-smart agriculture](#) : un jeu de dupes ? »